

L'après-pétrole est déjà là

ANNEXE

L'afflux d'argent dans les pays du tiers-monde exportateurs de pétrole a bouleversé leur économie, de façon souvent négative. Aujourd'hui, les ressources baissent. Les vrais problèmes se posent.

La crise de l'endettement dans les pays en développement a brutalement propulsé sur le devant de la scène des pays comme le Mexique, le Nigeria et le Venezuela, prenant ainsi de court une opinion publique installée dans l'image des « nouveaux Crésus de l'or noir ». L'expulsion dramatique de millions de travailleurs étrangers du Nigeria, le ralentissement sinon l'arrêt des programmes d'investissement dans les pays exportateurs de pétrole du tiers-monde, l'apparition de déficits courants importants dans certains pays du Golfe, dont l'Arabie Saoudite, la crise du pain en Tunisie, suggèrent que les objectifs ambitieux de ces pays ont été pour le moins frustrés.

« Comment en est-on arrivé là ? » est l'objet central de cette étude: ceci suppose que soient passés d'abord en revue les principaux faits et événements intervenus dans les pays exportateurs de pétrole du tiers-monde depuis 1973, date des premiers réajustements des prix du pétrole, et que soient ensuite rappelés les objectifs de développement de ces pays. La confrontation des résultats aux objectifs donnera la mesure du succès des politiques mises en œuvre et devrait éclairer la situation présente tout en permettant d'apprécier les perspectives ouvertes à ces pays.

La conjoncture dans les pays exportateurs de pétrole (P.E.P.) depuis 1973 a été essentiellement marquée par l'évolution des termes de l'échange du pétrole, eux-mêmes déterminés par un complexe de facteurs économiques et politiques tout à la fois. Parmi les facteurs politiques, on peut citer la guerre d'octobre 1973 entre Israël et les pays arabes, dont le résultat fut l'embargo pétrolier dans le marché tendu depuis la fin des années 60. Ultérieurement, le renversement du régime du shah devait déclencher la seconde vague de réajustements des prix du pétrole.

En un peu plus de dix ans, le prix nominal du pétrole « Arabian light » (1) est passé de moins de 4 dollars à 34 dollars de 1973 à 1981, pour retomber aujourd'hui à 29 dollars le baril. Si l'on tient compte de l'inflation, l'augmentation a été beaucoup plus faible. Entre la fin de l'année 1974 et



Patrick Chauvel (Sigma)

Source d'un enrichissement fantastique, le pétrole a aussi amené une régression des institutions politiques.

la fin de l'année 1983, les gains en pouvoir d'achat du baril de pétrole n'ont été que de 60 % environ (en dollars constants).

Les recettes tirées des exportations de pétrole se sont accrues considérablement, permettant à l'ensemble des pays membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) de dégager un excédent de leurs paiements courants en 1973-1974, et, pour la majeure partie d'entre eux, en 1979-1980.

1 500 milliards de dollars en dix ans

Les revenus pétroliers des pays membres de l'OPEP sont ainsi passés de 7,7 milliards de dollars en 1970 à 88,8 milliards en 1974 et à 201,9 milliards en 1982, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 31,3 % sur la période (2). En 1982, les seuls revenus de l'Arabie Saoudite s'élevaient à 76 milliards de dollars, soit plus de 36 % du total des recettes des pays membres de l'OPEP.

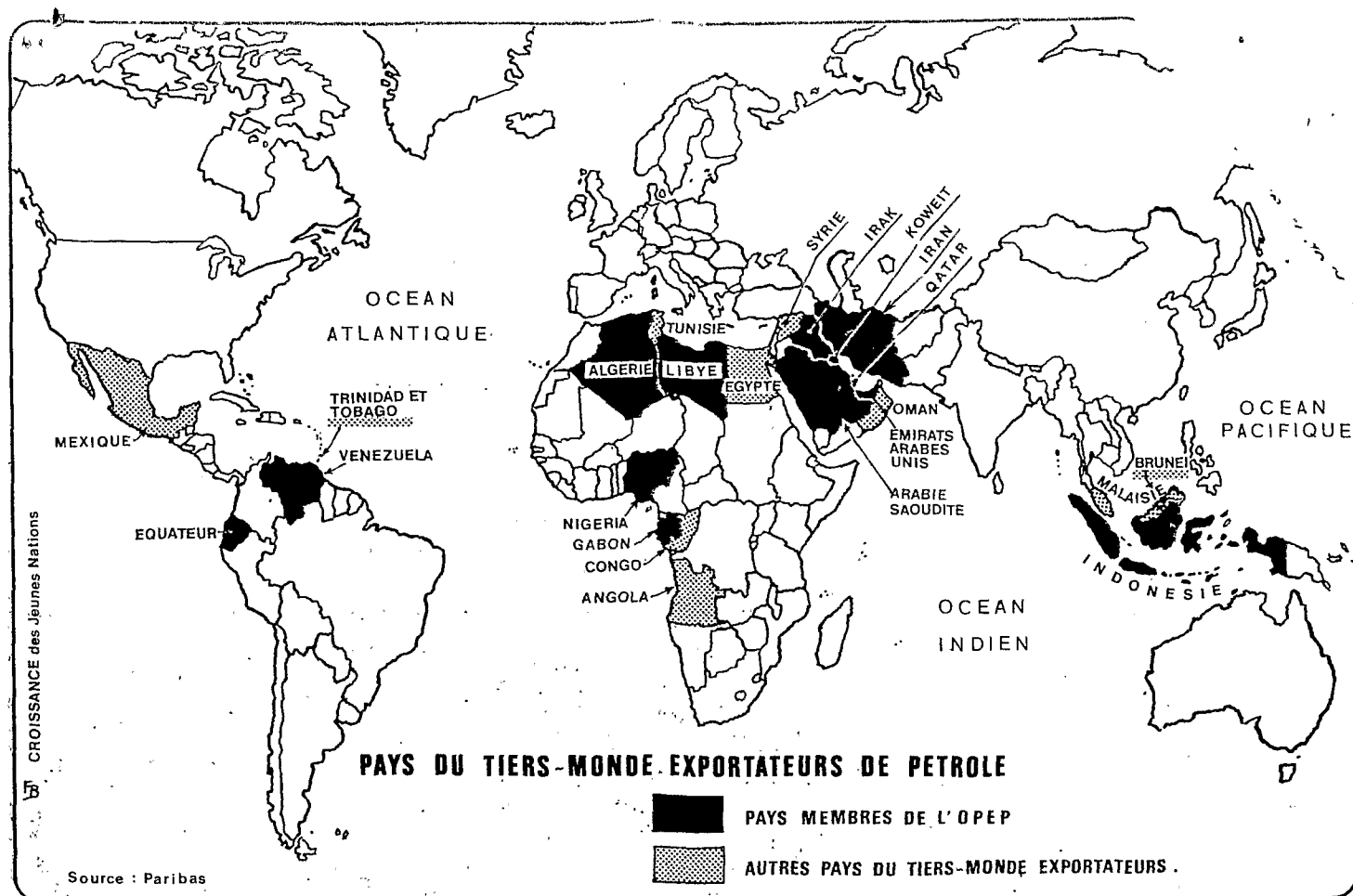
A ces revenus, il faut ajouter les recettes des autres pays exportateurs: Mexique, Trinidad-et-Tobago, Angola, Brunei, Malaisie, Egypte, Oman, Syrie, Tunisie et Congo, soit, en 1980, près de 30 milliards de dollars (dont près de 11 milliards pour le Mexique) (3). Si l'on cumule les seules recettes pétrolières des pays de l'OPEP de 1973 à 1982, on obtient le total colossal de 1 486 618 millions de dollars (près de 1 500 milliards de dollars) (2) en dix ans.

Les dix dernières années ont été marquées par un processus de diversification géographique rapide, par les compagnies, des sources d'approvisionnement hors OPEP. La mer du Nord et les Etats-Unis ont bénéficié, en tant que « régions sûres », de la majeure partie des investissements de prospection des compagnies.

Les accords préférentiels de reprise du brut (buy back) et les nouvelles sources d'approvisionnement ont permis aux compagnies de conserver une part majeure du commerce du pétrole. Ainsi, les sept majors contrôlaient-elles, en 1983, encore 15,8 millions de barils/jours sur les

in: Croissance des jeunes Nations oct. 84

B 21434



38,5 millions de barils/jours produits dans le monde (production propre + buy back) contre 25,3 millions de barils/jours (sur 41,3) en 1972 (4).

De plus, les réajustements des prix du pétrole ont accru de beaucoup les profits des compagnies dans les pays industrialisés. Ainsi, en Alaska, les profits tirés de l'exploitation du gisement de Prudhoe Bay atteignaient 10 dollars le baril en 1979, soit vingt fois plus qu'au Moyen-Orient (5). Une telle situation confortait les compagnies dans la prospection dans les pays industrialisés et dans leur soutien à la politique des prix OPEP.

Bref, les compagnies pétrolières continuent à jouer un rôle crucial en tant qu'intermédiaires entre les pays producteurs et les marchés de consommation des pays industrialisés, même si leur contrôle direct sur la production de brut des pays en développement s'est réduit. Dans les situations de marchés non tendus, les compagnies pétrolières font jouer aux pays membres le rôle de fournisseur résiduel, en s'approvisionnant en priorité dans les régions sûres.

La conjonction d'un certain nombre de facteurs : accroissement de la production de pétrole hors OPEP, économies d'énergie, crise économique mondiale, etc., a abouti à un ralentissement de la demande de pétrole OPEP, qui est passée de 30 millions de barils/jours en 1980 à 17 mil-

lions en 1983-1984, soit une baisse de près de 50%. Cet effondrement de la demande a entraîné une brusque contraction des recettes pétrolières des Etats producteurs et l'élimination des surplus courants des pays à faible absorption. Les banqueroutes financières du Mexique et du Nigeria, les déficits budgétaires des pays du Golfe ont révélé le caractère « explosif » des économies pétrolières.

Valoriser les hydrocarbures

L'abondance relative de capitaux dans les Etats producteurs (à la différence du reste des pays en développement) est à l'origine de l'idée selon laquelle le développement économique dans ces Etats doit viser avant tout à « valoriser les hydrocarbures disponibles ». Ainsi, pour Ragai et Mallakh, les économies à rente élevée disposent d'une « offre virtuelle non limitée de capital ». Grâce à des exportations hautement compétitives de produits valorisés à base d'hydrocarbures, ces économies pourront maintenir à l'avenir leur capacité d'importation. L'industrie pétrochimique est l'exemple typique d'une industrie à facteurs « capital et énergie » intensifs.

Ces observations conduisent les pays de l'OPEP et le Mexique à mettre l'accent sur le développement de l'industrie pétrochimique et du raffinage, souvent rudimen-

taires. En effet, la part des pays membres de l'OPEP dans la production mondiale de produits pétroliers, en 1974, ne dépassait pas 5% et celle de la production pétrochimique 2%.

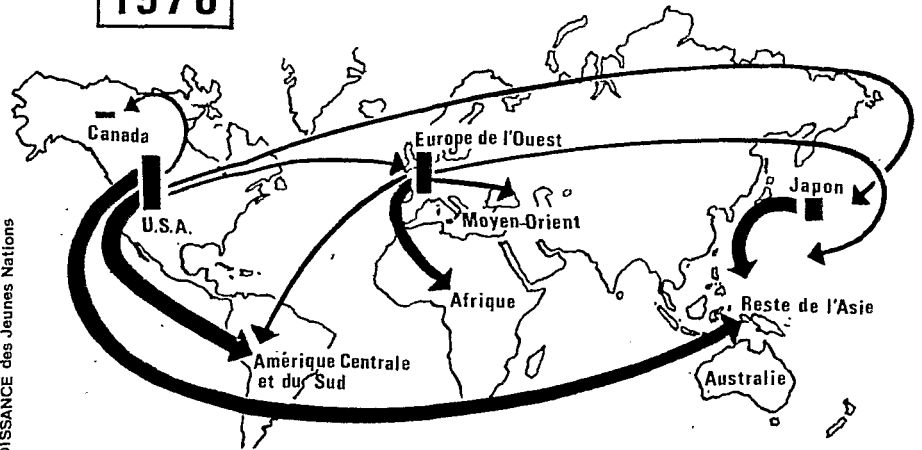
Près d'une centaine de milliards de dollars ont été investis dans les Etats producteurs depuis 1973 dans le raffinage et les produits pétrochimiques (méthanol, éthylène, urée, ammoniac, soude caustique) dont près du tiers en Arabie Saoudite seule.

Des centaines de milliards de dollars investis ou transférés sous forme de subventions directes et indirectes à la consommation ont amélioré, de façon importante, le bien-être des populations. Des millions d'emplois ont été créés, et certains sont allés aux travailleurs de pays étrangers, notamment dans la région arabe. Le revenu par tête (en valeur nominale) a quadruplé en sept ans en Algérie, sextuplé en Irak, et a été multiplié par dix-sept à Brunei. L'espérance de vie à la naissance s'est partout allongée : plus deux ans en Egypte, plus trois ans en Irak, plus cinq ans en Tunisie, plus onze ans en Arabie Saoudite, la seule exception restant l'Indonésie (voir tableau indicateur).

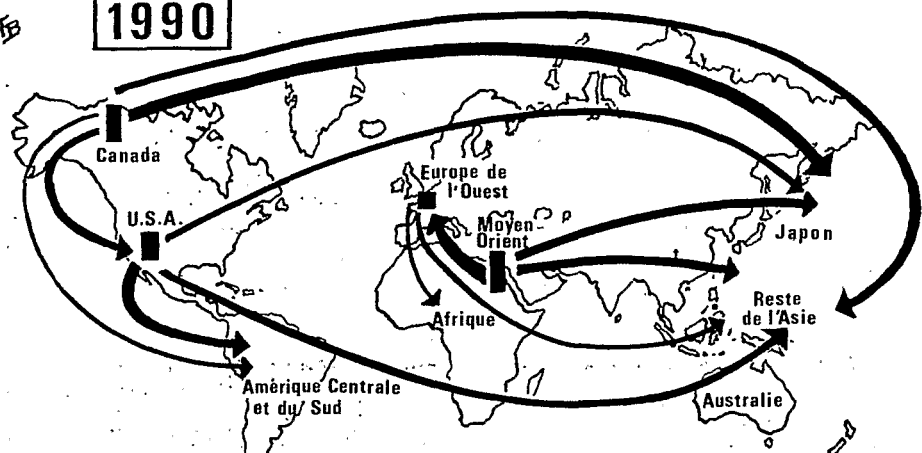
D'importants changements structurels ont affecté la structure du P.N.B. (produit national brut) des pays considérés. La part de l'industrie (hydrocarbures inclus) s'est accrue dans la majorité des pays

Le commerce international de l'ETHYLENE et de ses dérivés

1978



1990



Source : SHELL

Dans les pays à faible absorption, le secteur des services a connu une croissance prodigieuse et qui reflète l'avènement d'une importante bourgeoisie commerciale tournée vers la satisfaction d'une consommation aussi diversifiée que galopante.

Développement rapide de l'industrie et des services

Le corollaire de ces changements a été la réduction souvent brutale de la population dans le secteur primaire au profit de l'industrie (au sens large) et des services. Cette réduction a été particulièrement brutale dans le cas de l'Algérie; la part de la population active dans l'agriculture est passée en vingt ans de 67 % à 25 %, au Mexique (de 55 % à 36 %), en Libye (de 53 % à 19 %) et enfin en Tunisie (de 56 % à 34 %). Parallèlement, un certain nombre de pays producteurs sont devenus exportateurs importants de produits manufacturés (Tunisie, Koweït, Malaisie) tandis que la réduction des importations de produits manufacturés en valeur relative indique la progression importante d'industries fabriquant des produits jusqu'ici importés (industries de substitution) que ce soit au Mexique, en Tunisie, en Algérie. Les progrès de la production industrielle (sidérurgie, matériaux de construction mécanique, pétrochimie, industries alimentaires, etc.) ont été partout importants, mais la progression de la demande de ces produits a été encore plus importante et a masqué, de ce fait, les progrès enregistrés dans la substitution d'importation de ces produits.

La mise en service des nombreuses

unités de raffinage et pétrochimiques en cours de réalisation va générer, au cours des prochaines années, de nouveaux flux d'échanges de produits comme l'éthylène et ses dérivés, le méthanol, l'urée, l'ammoniaque et les produits raffinés. Les seules exportations de produits raffinés des pays arabes de l'OPEP s'élèveront, en 1988, à 3,6 millions de barils/jours (voir cartes ci-dessus).

L'un des paradoxes de la décennie écoulée a été l'explosion de violence politique qui a caractérisé les pays arabes exportateurs de pétrole: Egypte, Arabie Saoudite, Syrie, ou d'autres pays comme le Nigéria ou l'Iran. Alors que d'aucuns prévoyaient le déplacement de l'axe central du monde arabe de l'Egypte vers l'Arabie Saoudite, il n'en a rien été, et c'est plutôt de désintégration du monde arabe dont il faut parler pour la période. Jamais la « guerre froide » n'a été aussi ouverte entre les divers pays arabes, sans parler du conflit ouvert, qui n'en finit pas, entre l'Iran et l'Irak. La distinction entre régimes « radicaux » et « conservateurs » est de

plus en plus difficile à établir, compte tenu de ces divergences.

De fait, l'accroissement considérable des revenus pétroliers des Etats de la région y a relancé la course aux armements et paraît ainsi avoir ravivé les tensions et les rivalités sous-jacentes. L'achat d'avions AWACS par l'Arabie Saoudite, la construction de complexes militaires pour des milliards de dollars n'avait d'égal que le programme d'armement mégalomane du shah-gendarme de la région, programme garanti par un budget annuel de 10 milliards de dollars, soit la moitié des recettes pétrolières de l'Iran entre 1973 et 1978. Si l'on ajoute à ces dépenses celles des pays arabes du Golfe, de la Libye et de l'Egypte, c'est à plus de deux cents milliards de dollars qu'il convient d'évaluer le total des dépenses militaires des pays de la région entre 1973 et 1983, et ceci pour le plus grand bénéfice de l'industrie mondiale d'armements.

La richesse pétrolière, ce fut donc d'abord l'insertion des Etats arabes dans les enjeux et les stratégies militaires des

Pays	P.N.B./tête (en dollars U.S.)	
	1973	1980
Algérie	510	2183
Egypte	251	464
Irak	645	3031
Libye	3396	11837
Arabie Saoudite	1299	15408
Tunisie	461	1372
Koweït	8073	20114
Venezuela	1579	4024
Mexique	891	2662
Indonésie	171	460
Emirats Arabes Unis	6736	37222
Gabon	1063	6359
Qatar	593	27364
Brunei	1640	25466
Iran	944	2342

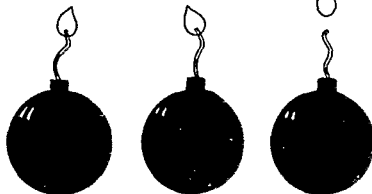
grandes puissances, sans bénéfice aucun pour les populations concernées.

Une autre conséquence des réajustements des prix du pétrole a été le rôle accru de l'Etat. L'atrophie du système fiscal traditionnel au profit de la fiscalité pétrolière a conféré aux gouvernements une autonomie quasi-complète leur permettant de renforcer les appareils répressifs et les systèmes fondés sur la cooptation, tout en esquivant la sanction de la gestion. Si les institutions et les ressources de ces Etats se sont bien développées, les institutions politiques et la société civile ont régressé ou disparu devant les nécessités proclamées du volontarisme et de l'efficacité: dissolution des parlements du Koweït et du Bahreïn, marginalisation du *Bath* en Syrie et en Irak, autoritarisme croissant en Libye, dictatures militaires au Nigéria, etc. L'hémorragie des cerveaux et techniciens (20 000 par an, selon l'UNESCO, pour le monde arabe) s'est accélérée alors que les besoins en ces derniers étaient considérables et qu'ils sont venus gonfler une diaspora importante déjà présente en Europe et en Amérique du Nord. La plupart des journaux arabes critiques sont aujourd'hui publiés en Occident.

La mosquée seul lieu d'immunité

Tout ceci reflète la faiblesse des oppositions et l'échec des forces de gauche à définir en termes de programmes des alternatives crédibles, au-delà du marxisme primaire et du manichéisme suicidaire. Cette omniprésence de l'Etat rentier et la marginalisation conséquente des forces et courants d'opposition a pour corollaire la montée du phénomène religieux en tant que force politique. S'il est inexact, à notre sens, de parler d'un phénomène religieux transnational et unitaire, l'environnement est toujours le même: un environnement où les forces d'opposition séculaire ont été réprimées ou supprimées, et où seule la mosquée jouit encore d'une certaine immunité.

Au plan économique, les déconvenues sont là aussi grandes. Les Etats producteurs n'ont pas, à ce jour, réussi à passer du stade de la richesse financière à la richesse productive, au sens d'A. Smith par exemple. La décennie écoulée a été, de ce point de vue, caractérisée par la conversion du pétrole (sous terre) en instruments financiers dans les banques étrangères. Le gros des investissements réalisés l'a été dans les ouvrages d'infrastructure (routes, ports, bâtiments, etc.). L'industrialisation, en dehors (et encore partiellement) du Mexique, reste déséquilibrée, et dans la plupart des cas, rudimentaire. La progres-



sion considérable des importations au cours de la décennie écoulée, notamment dans le secteur des biens d'équipement, en est un témoignage. La surévaluation de la monnaie nationale, destinée à satisfaire au moindre coût les masses urbaines, et un système économique totalement orienté vers la consommation, constituent un biais majeur anti-valorisation des ressources locales (autres que les hydrocarbures). Il y a là manifestation confusion entre la thérapeutique du *Fonds monétaire international (F.M.I.)* et la politique nécessaire du taux de change dans une économie en expansion.

Rentières, les économies des pays producteurs sont d'abord des économies de consommation et, de ce fait, des économies d'entrepôt, où la spéculation, la recherche du gain facile et rapide, se substituent à l'effort productif et au travail. On ne peut comprendre, hors de ce contexte, le cynisme et l'aliénation des couches populaires des pays concernés, ramenées à la situation d'assistés et mobilisées contre l'étranger quand cette situation se détériore avec l'inversion du cycle pétrolier, comme on a pu le voir au Nigéria en 1983.

L'effondrement de l'agriculture dans tous les pays producteurs, et notamment au Mexique et au Nigéria, a accéléré une tendance déjà forte à la dépendance alimentaire envers le grenier américain.

Même dépendance prévisible pour les industries d'exportation de produits à base d'hydrocarbures, édifiées à grands frais envers les marchés du Nord déjà saturés et secoués par la crise du raffinage et de la pétrochimie.

Au plan social, l'inflation rapide résultant du gonflement accéléré du pouvoir d'achat a aggravé fortement les disparités sociales, un temps masquées par la redistribution d'une partie de la rente.

Avec le retournement du marché pétrolier et ses perspectives sombres pour les



prochaines années, l'avenir proche ne paraît guère brillant. Les Etats vont devoir apprendre à répartir la pénurie, améliorer la gestion, passer d'un système orienté vers la consommation à un système où le travail productif devient la règle. Il ne s'agit plus de gérer la rente, mais de retrouver les vrais problèmes du développement et leurs défis, et de définir alors des politiques réalistes et adaptées. L'après-pétrole est déjà là, en avance en raison de la nouvelle conjoncture du marché pétrolier et, à ce rendez-vous, les Etats producteurs déjà présents constatent avec consternation que leur vulnérabilité structurelle interne et externe s'est accrue au cours de la décennie passée: dépendance accrue envers les recettes pétrolières de la fiscalité interne et de la capacité d'importation, dépendance accrue d'une consommation en forte progression envers les importations, lourd service de la dette extérieure pour certains pays, déséquilibre important entre les prix relatifs internes et externes, dépendance des nouvelles industries envers des marchés d'exportation, etc.

Abdelkader SID AHMED ■

Abdelkader Sid Ahmed a été conseiller au ministère algérien de l'énergie et a participé à ce titre aux réunions de l'O.P.E.P. Il est aujourd'hui chercheur à l'ORSTOM et dirige un séminaire de 3^e cycle à l'IEDES sur les problèmes de développement des économies arabo-musulmanes.

(1) Le brut de 34% A.P.I. constitue le pétrole étalon à partir duquel sont fixés les prix des autres pétroles à gravité différente (différentiels). Ce pétrole est produit par l'Arabie Saoudite, qui dispose donc, de ce fait, de la possibilité d'influer sur les prix.

(2) Source: Petroleum Economist (divers numéros)

(3) Chiffres calculés à partir du Mensuel de statistiques du commerce international et du développement (1983)

(4) International Petroleum Encyclopaedia (1983)

(5) M. Tanzer et S. Zorn: O.P.E.C. Decade has made a difference? MERIP Reports, Janvier 1984, p. 9.